

KV

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 48.449/4
DU 14 JUILLET 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Défense, le 21 juin 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 11 septembre 2003 relatif au recrutement des militaires", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. La disposition qui, selon le projet d'arrêté, est appelée à former l'article 27^{ter} de l'arrêté royal du 11 septembre 2003 relatif au recrutement des militaires prévoit qu'"un règlement arrêté par le ministre" fixe, d'une part, "les modalités d'exécution relatives aux épreuves de sélection" et, d'autre part, "les épreuves et les postes vacants visés à l'article 32".

.../...

Il s'agit là d'éléments importants - ou pouvant être importants - relatifs aux conditions de recrutement des militaires. Compte tenu du fait que la matière est réservée à la loi par l'article 182 de la Constitution, la subdélégation ainsi attribuée au ministre n'est, en l'état, pas admissible ⁽¹⁾.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'expression "règlement arrêté par le ministre", il y a lieu de rappeler que cette formule, déjà critiquée à de nombreuses reprises par la section de législation du Conseil d'État, est ambiguë, dans la mesure où elle pourrait être interprétée comme permettant à l'autorité d'adopter un acte normatif échappant aux formalités qui doivent être accomplies pour l'adoption d'un arrêté ministériel, notamment la consultation de la section de législation ⁽²⁾.

Le projet d'arrêté sera revu en conséquence.

2. Un projet de loi modifiant la loi du 27 mars 2003 relative au recrutement des militaires et au statut des musiciens militaires et modifiant diverses lois applicables au personnel de la Défense a été récemment déposé à la Chambre des représentants ⁽³⁾.

⁽¹⁾ La subdélégation envisagée porte incontestablement sur des éléments importants en ce qui concerne la détermination des épreuves et des postes vacants visés à l'article 32 en projet. Au demeurant, certaines dispositions du projet d'arrêté font référence à des éléments (par exemple, les épreuves d'électricité, de mécanique et de calcul dont le tableau de l'annexe A en projet fait état à propos des épreuves de connaissances scolaires visées à l'article 32, 5/, en projet) dont l'existence propre et le contenu ne sont pas fixés par le projet d'arrêté, mais ont vocation à l'être par les dispositions que le ministre est chargé de prendre en vue de définir la consistance des épreuves et des postes vacants visés à l'article 32 en projet.

En ce qui concerne "les modalités d'exécution relatives aux épreuves de sélection", tout dépend du contenu des dispositions envisagées. Il ne peut être admis que le ministre soit chargé de régler cette matière que s'il s'agit de pures questions de détail.

⁽²⁾ Voir notamment l'avis 35.321/4, donné le 2 juillet 2003, sur le projet devenu l'arrêté royal du 11 septembre 2003, et l'avis 47.039/2/V, donné le 11 août 2009, sur le projet devenu l'arrêté royal du 16 octobre 2009 modifiant le statut des militaires du cadre de réserve des forces armées.

⁽³⁾ *Doc. parl.*, Chambre, 2009-2010, n/ 2511/1.

Toutefois, comme le rappelle le rapport au Roi précédant le présent projet d'arrêté, "la réalisation" de ce projet de loi "a été interrompue par la dissolution des Chambres fédérales".

Dans l'ensemble, comme le fait également apparaître le rapport au Roi, le présent projet d'arrêté est conçu pour s'appliquer indépendamment des modifications qu'il est ainsi envisagé d'apporter à la loi du 27 mars 2003.

Sur un point cependant, le projet d'arrêté tend à tenir compte du projet de loi précité.

Ceci ressort clairement du commentaire de l'article 13 que donne le rapport au Roi. D'après ce commentaire, du fait que, pour les postulants candidats volontaires, le projet de loi procède à un "remplacement de la méthode d'attribution séquentielle par un modèle de classification psychométrique", les seuils de délibération sont privés de raison d'être pour cette catégorie de postulants.

De ce fait, la disposition qui, selon le projet d'arrêté, est appelée à former l'article 27 de l'arrêté royal du 11 septembre 2003 est conçue pour s'appliquer en principe uniquement aux postulants candidats officiers et sous-officiers, et non pas aux postulants candidats volontaires. On observe aussi que, pour certaines épreuves psychotechniques et épreuves de condition physique, le tableau de l'annexe A en projet indique que les seuils de délibération ne sont pas d'application aux postulants candidats volontaires.

Cependant, à titre de disposition transitoire, "tant que les postulants candidats volontaires sont répartis pour les postes vacants pour lesquels ils postulent selon une méthode d'attribution parallèle séquentielle", l'article 13 du projet d'arrêté prévoit que l'article 27 en projet est applicable à ces postulants et établit les règles à suivre pour la fixation, en ce qui concerne ces derniers, du seuil de délibération des épreuves psychotechniques et des épreuves de condition physique pour lesquelles le tableau de l'annexe A en projet indique que les seuils de délibération ne sont pas d'application aux postulants candidats volontaires.

Le régime particulier qui est ainsi mis en place pour l'application ou l'inapplication des seuils de délibération aux postulants candidats volontaires ne peut être admis. En effet, il repose sur un procédé consistant à se référer à une loi qui n'existe pas encore dans l'ordre juridique, ce que ne peut faire un texte qui, tel l'arrêté en projet, est appelé à avoir une portée normative.

Le projet d'arrêté doit donc être revu de manière à ne prendre en compte que les textes qui font effectivement partie de l'ordre juridique.

Observations particulières

Dispositif

Article 1^{er}

Article 24 en projet

1. L'alinéa 1^{er} est rédigé en des termes donnant à penser qu'il y a lieu de se référer à l'annexe A en projet pour fixer le seuil de délibération et le seuil d'exclusion de toutes les épreuves de sélection.

Or, il ressort de la suite du texte de l'article 24 en projet que ce n'est pas le cas pour les examens médicaux relatifs à l'aptitude médicale ⁽⁴⁾.

En outre, l'alinéa 3 suffit pour rendre applicables les valeurs maximums et minimums des seuils d'exclusion et de délibération, indiquées dans l'annexe A en projet.

Dans l'alinéa 1^{er}, mieux vaut donc, pour éviter toute équivoque, omettre les mots "selon les dispositions de l'annexe A du présent arrêté".

⁽⁴⁾ Voir l'alinéa 2, première phrase, et l'alinéa 4, 2/.

2. Il résulte du commentaire de l'article 1^{er} que donne le rapport au Roi que les seuils d'exclusion et de délibération doivent être fixés avant la session de recrutement concernée.

Cette précision gagnerait à figurer dans le dispositif.

3. L'alinéa 4, 1/, fait état de "l'autorité médicale". Le texte doit préciser qui est cette autorité ou qui la désigne.

4. Les alinéas 6 et 7 font état de coefficients de pondération, qui sont fixés dans le respect des valeurs maximums et minimums indiquées à l'annexe B en projet.

Le texte doit préciser la portée concrète de ces coefficients.

Article 26 en projet

En prévoyant qu'au cas où la demande du postulant est rejetée, l'autorité motive sa décision, le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, seconde phrase, n'a d'autre objet que de rappeler une obligation résultant de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

Un tel rappel est inutile. Il présente aussi l'inconvénient d'être de nature à induire en erreur sur la source juridique exacte de l'obligation de motivation formelle à respecter. En outre, le texte en projet pourrait donner à penser que l'autorité n'est pas tenue de motiver la décision par laquelle elle accède à la demande du postulant, alors que la loi du 29 juillet 1991 lui en fait l'obligation.

Le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, seconde phrase, sera donc omis.

Article 27bis en projet

1. Pour fixer, en ce qui concerne le postulant pilote, la durée de validité des résultats des épreuves visées à l'article 32, 3/, en projet, le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 1/, fait référence à la durée de validité qui est fixée par l'arrêté royal du 17 septembre 2005 relatif à l'aptitude au service aérien.

Or, ce dernier arrêté ne contient pas de disposition ayant un tel objet.

La disposition à l'examen sera revue en conséquence.

2. Les épreuves de sélection dont, en vertu du paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 2/, les résultats restent valables jusqu'à la fin du processus de recrutement de la session de recrutement concernée sont, dans l'ensemble, les mêmes que celles à propos desquelles la colonne 6 du tableau de l'annexe A en projet ne prévoit pas de durée minimum avant que le postulant puisse les présenter à nouveau lors d'une session de recrutement ultérieure.

Ceci est à mettre en rapport avec le fait que, comme l'a expliqué l'officier délégué, "les épreuves pour lesquelles la colonne 6 du tableau de l'annexe A ne prévoit pas de période minimum devant s'écouler avant de pouvoir les présenter à nouveau sont des épreuves qui ne sont organisées qu'une fois par session de recrutement".

On constate toutefois :

- a) d'une part, que les examens de connaissance linguistique visés à l'article 39 de l'arrêté royal du 11 septembre 2003 ne sont pas mentionnés à l'article 27bis, § 2, alinéa 1^{er}, 2/, en projet, alors qu'ils figurent parmi les épreuves pour lesquelles la colonne 6 du tableau de l'annexe A en projet ne prévoit pas de durée minimum avant que le postulant puisse les présenter à nouveau lors d'une session de recrutement ultérieure;

.../...

- b) et, d'autre part, que la colonne 6 du tableau de l'annexe A en projet fixe une durée minimum de huit mois avant que le postulant candidat sous-officier puisse présenter à nouveau, lors d'une session de recrutement ultérieure, l'épreuve de connaissances professionnelles en anglais visée à l'article 32, 6/, en projet, alors qu'il est fait mention de cette épreuve à l'article 27*bis*, § 2, alinéa 1^{er}, 2/, en projet.

Le projet d'arrêté sera réexaminé et, le cas échéant, revu sur ce point, en vue d'éviter toute incohérence et toute atteinte au principe constitutionnel de l'égalité devant la loi.

Article 12

Dans l'alinéa 1^{er}, la seconde phrase consacre une solution qui résulte déjà de la première phrase.

Cette phrase est inutile et sera donc omise.

Article 14

Il résulte du 2/ qu'en principe, l'arrêté en projet entre en vigueur le 1^{er} octobre 2010.

Toutefois, le 1/ prévoit que l'arrêté en projet produit ses effets le 1^{er} juillet 2010 "pour les postulants visés à l'article 23, 3/, de la loi du 10 janvier 2010 instituant l'engagement volontaire militaire et modifiant diverses lois applicables au personnel militaire".

Comme l'a confirmé l'officier délégué, le 1/ tend en réalité à fixer la date à laquelle l'arrêté en projet est appelé à produire ses effets pour les postulants EVMI visés à l'article 23, 4/, de la loi du 10 janvier 2010.

L'officier délégué a aussi expliqué que la date du 1^{er} juillet 2010 s'expliquait par la circonstance qu'au moment de la rédaction du projet d'arrêté, il était envisagé que le Roi fixe l'entrée en vigueur des dispositions de la loi du 10 janvier 2010 relatives à l'engagement volontaire militaire à un moment tel que la campagne de recrutement des militaires EVMI puisse débiter dès le 1^{er} juillet 2010 ⁽⁵⁾.

Cet objectif ne peut plus être réalisé, puisque, à ce jour, la date d'entrée en vigueur des dispositions citées est encore inconnue et qu'il est en tout cas certain qu'elle sera postérieure au 1^{er} juillet 2010 ⁽⁶⁾.

Aussi, comme en a convenu l'officier délégué, cela n'a plus de sens, aujourd'hui, de prévoir une règle particulière d'entrée en vigueur du présent projet d'arrêté pour les postulants EVMI.

Le 1/ sera donc omis.

Annexe 1

Outre ce qui a été dit dans l'observation n/ 2 faite au sujet de l'article 27bis en projet, l'annexe en projet appelle les observations suivantes à propos de la détermination, dans la colonne 6 du tableau, de la durée minimum requise avant que le postulant puisse présenter à nouveau une épreuve de sélection lors d'une session de recrutement ultérieure :

1. Il convient de préciser quel est le point de départ de la période visée.

⁽⁵⁾ En vertu de son article 57, alinéa 1^{er}, les dispositions de la loi du 10 janvier 2010 relatives à l'engagement volontaire militaire entrent en vigueur le 31 décembre 2010. Toutefois, l'alinéa 2 du même article permet au Roi de fixer des dates d'entrée en vigueur antérieures à cette date.

⁽⁶⁾ L'officier délégué a communiqué au Conseil d'État un arrêté royal du 27 juin 2010 relatif au statut administratif du militaire qui effectue un engagement volontaire militaire. En son article 28, cet arrêté indique que les articles 4, 16 à 19, 21 à 49, 56 et 57 de la loi du 10 janvier 2010, ainsi que l'arrêté lui-même, entrent en vigueur le jour de la publication de celui-ci au Moniteur belge. À ce jour, cette publication n'est pas intervenue.

2. Dans l'indication de l'objet de la colonne 6, qui précède le tableau, il y a lieu de renvoyer à l'article 27bis, § 3, et non pas à l'article 28, § 3.

3. Interrogé sur les raisons pour lesquelles il est prévu qu'une durée minimum de huit mois doit s'écouler avant que le postulant puisse présenter à nouveau une épreuve psychotechnique lors d'une session de recrutement ultérieure, l'officier délégué a expliqué ce qui suit :

"Pour deux raisons :

- les résultats des épreuves psychotechniques fournissent un aperçu du caractère d'un individu. Ce profil caractériel peut évoluer dans le temps, mais pas dans de courts délais : le délai minimum avant de pouvoir déceler des changements significatifs a été estimé à huit mois;
- certaines de ces épreuves mesurent le potentiel intellectuel (Art. 29, 1/ du projet) : représenter ces épreuves à plusieurs reprises après de courts délais provoque un effet dit «d'apprentissage» : l'accoutumance au type de questions posées fait augmenter le score sans que cette augmentation corresponde à un accroissement du potentiel intellectuel. C'est en cela que l'effet d'apprentissage se distingue de l'effet provoqué par l'étude (pour les épreuves académiques) ou l'entraînement (pour les épreuves de condition physique)".

Cette explication gagnerait à figurer dans le rapport au Roi.

Observation finale

Diverses dispositions de l'arrêté royal du 11 septembre 2003 doivent être adaptées pour tenir compte de l'arrêté en projet.

Ainsi en va-t-il par exemple des articles 48 et 49.

Le projet d'arrêté sera revu en conséquence.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	L. DETROUX,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, premier auditeur-chef de section.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 48.449/4
VAN 14 JULI 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 21 juni 2010 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 september 2003 betreffende de werving van de militairen", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. In de bepaling die volgens het ontwerpbesluit artikel 27^{ter} van het koninklijk besluit van 11 september 2003 betreffende de werving van de militairen zou moeten worden, wordt voorgeschreven dat "in een reglement uitgevaardigd door de minister" ten eerste "de nadere uitvoeringsregels betreffende de selectieproeven" en ten tweede "de proeven en de vacatures bedoeld in artikel 32" worden bepaald.

Dat zijn belangrijke gegevens - of gegevens die belangrijk kunnen zijn - betreffende de voorwaarden voor de werving van militairen. Gelet op het feit dat krachtens artikel 182 van de Grondwet alleen de wetgever ter zake bevoegd is, kan de

.../...

bevoegdheid die aldus aan de minister wordt overgedragen bij de huidige stand van zaken niet aanvaard worden ⁽¹⁾.

Wat, bovendien, de uitdrukking "reglement uitgevaardigd door de minister" betreft, dient erop te worden gewezen dat die uitdrukking, die reeds herhaaldelijk bekritiseerd is door de afdeling Wetgeving van de Raad van State, dubbelzinnig is, voor zover ze zo geïnterpreteerd kan worden dat ze de overheid toestaat een regelgevende handeling te stellen waarop de vormvoorschriften die vervuld moeten zijn bij het uitvaardigen van een ministerieel besluit, inzonderheid de raadpleging van de afdeling Wetgeving, niet van toepassing zijn ⁽²⁾.

Het ontwerpbesluit behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

2. Bij de Kamer van volksvertegenwoordigers is kort geleden een wetsontwerp ingediend tot wijziging van de wet van 27 maart 2003 betreffende de werving van de militairen en het statuut van de militaire muzikanten en tot wijziging van verschillende wetten van toepassing op het personeel van Landsverdediging ⁽³⁾.

⁽¹⁾ De in het vooruitzicht gestelde subdelegatie heeft ontegensprekelijk betrekking op belangrijke gegevens in verband met het bepalen van de proeven en de vacatures bedoeld in het ontworpen artikel 32. Overigens wordt in sommige bepalingen van het ontwerpbesluit verwezen naar gegevens (bijvoorbeeld de proef elektriciteit, de proef mechanica en de proef rekentechnieken waarvan in de tabel van de ontworpen bijlage A gewag gemaakt wordt in verband met de proeven van schoolse kennis waarvan sprake is in het ontworpen artikel 32, 5/) waarvan het bestaan zelf en de inhoud niet vastgesteld worden bij het ontwerpbesluit maar waarvan het de bedoeling is dat ze vastgesteld worden bij de bepalingen die de minister dient uit te vaardigen om voor te schrijven waaruit de proeven en vacatures bedoeld in het ontworpen artikel 32 bestaan. Wat "de nadere uitvoeringsregels betreffende de selectieproeven" betreft, hangt alles af van de inhoud van de in het vooruitzicht gestelde bepalingen. Dat de minister ermee belast wordt deze aangelegenheid te regelen, kan alleen worden aanvaard als het om loutere detailkwesties gaat.

⁽²⁾ Zie inzonderheid advies 35.321/4, gegeven op 2 juli 2003 over het ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 11 september 2003, en advies 47.039/2/V, gegeven op 11 augustus 2009 over het ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 16 oktober 2009 tot wijziging van het statuut van de militairen van het reservekader van de krijgsmacht.

⁽³⁾ *Parl.St.* Kamer 2009-10, nr. 2511/1.

Zoals opgemerkt wordt in het verslag aan de Koning dat bij dit ontwerpbesluit gevoegd is, is "de verwezenlijking" van dat wetsontwerp "onderbroken door de ontbinding van de Federale Kamers".

Zoals eveneens uit het verslag aan de Koning blijkt, is het voorliggende ontwerpbesluit in zijn geheel genomen aldus opgevat dat het kan gelden los van de wijzigingen die men voornemens is in de wet van 27 maart 2003 aan te brengen.

Er is evenwel één punt waarop het ontwerpbesluit beoogt rekening te houden met het voormelde wetsontwerp.

Dat blijkt duidelijk uit de bespreking van artikel 13 in het verslag aan de Koning. Volgens die bespreking leidt het wetsontwerp tot "het vervangen van de parallelle sequentiële toewijzingsmethode door een psychometrisch classificatiemodel" voor sollicitanten kandidaat-vrijwilliger, waardoor de deliberatiedrempels voor deze categorie van sollicitanten hun bestaansreden verliezen.

Daarom is de bepaling die volgens het ontwerpbesluit artikel 27 van het koninklijk besluit van 11 september 2003 zou moeten worden, aldus opgevat dat ze in beginsel alleen geldt voor sollicitanten kandidaat-officier en sollicitanten kandidaat-onderofficier en niet voor sollicitanten kandidaat-vrijwilliger. Voorts wordt opgemerkt dat voor bepaalde psychotechnische proeven en proeven van fysieke conditie in de tabel van de ontworpen bijlage A aangegeven wordt dat de deliberatiedrempels niet van toepassing zijn voor de sollicitanten kandidaat-vrijwilliger.

Evenwel wordt bij wijze van overgangsbepaling, "zolang de sollicitanten kandidaat-vrijwilliger worden toegewezen aan de vacatures waarvoor zij solliciteren, volgens een classificatiemodel dat gebruik maakt van een parallelle sequentiële toewijzingsmethode", in artikel 13 van het ontwerpbesluit voorgeschreven dat het ontworpen artikel 27 op die sollicitanten van toepassing is en worden daarin de regels vastgesteld die gevolgd moeten worden om, wat de laatstgenoemden betreft, de deliberatiedrempel voor de psychotechnische proeven en de proeven van fysieke conditie vast te stellen in verband waarmee in de tabel van de ontworpen bijlage A aangegeven wordt dat de deliberatiedrempels niet van toepassing zijn voor sollicitanten kandidaat-vrijwilliger.

De bijzondere regeling die aldus wordt ingevoerd voor het al dan niet van toepassing zijn van de deliberatiedrempels voor sollicitanten kandidaat-vrijwilliger, kan niet aanvaard worden. Die regeling steunt immers op een procedé dat erin bestaat te verwijzen naar een wet die nog niet in de rechtsordening bestaat, wat niet mag worden gedaan in een tekst, zoals het ontworpen besluit, waarvan het de bedoeling is dat die regelgevende kracht bezit.

Het ontwerpbesluit behoort dan ook aldus te worden herzien dat alleen rekening wordt gehouden met teksten die daadwerkelijk deel uitmaken van de rechtsordening.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 1

Ontworpen artikel 24

1. Het eerste lid is gesteld in bewoordingen die de indruk wekken dat de ontworpen bijlage A moet worden geraadpleegd voor het bepalen van de deliberatiedrempel en de uitsluitingsdrempel voor alle selectieproeven.

Uit het vervolg van het ontworpen artikel 24 blijkt evenwel dat zulks niet het geval is voor de geneeskundige onderzoeken betreffende de medische geschiktheid ⁽⁴⁾.

Bovendien is het derde lid voldoende om de maximum- en minimumwaarden van de uitsluitings- en deliberatiedrempels aangegeven in de ontworpen bijlage A, te doen gelden.

Om elke dubbelzinnigheid te voorkomen, is het dan ook beter om in het eerste lid de woorden "volgens de bepalingen van bijlage A bij dit besluit" weg te laten.

⁽⁴⁾ Zie het tweede lid, eerste zin, en het vierde lid, onderdeel 2/.

2. Uit de bespreking van artikel 1 in het verslag aan de Koning blijkt dat de uitsluitings- en deliberatiedrempels vóór de betrokken wervingssessie bepaald moeten worden.

Die precisering zou het best in het dispositief opgenomen worden.

3. In het vierde lid, onderdeel 1/, is sprake van "de medische overheid". In de tekst moet worden aangegeven wie die medische overheid is of door wie ze wordt aangewezen.

4. In het zesde en het zevende lid wordt gewag gemaakt van wegingscoëfficiënten die bepaald worden met naleving van de maximum- en minimumwaarden vermeld in de ontworpen bijlage B.

In de tekst moet de concrete reikwijdte van die coëfficiënten worden vermeld.

Ontworpen artikel 26

Paragraaf 1, tweede lid, tweede zin, waarin wordt bepaald dat ingeval de aanvraag van de sollicitant verworpen wordt, de overheid haar beslissing dient te motiveren, strekt er alleen toe te herinneren aan een verplichting die voortvloeit uit de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen.

Een zodanige herhaling is nutteloos. Ze heeft bovendien als nadeel dat ze verwarring doet ontstaan omtrent de ware juridische oorsprong van de na te leven verplichting uitdrukkelijk te motiveren. Daarenboven zou de ontworpen tekst de indruk kunnen wekken dat de overheid er niet toe gehouden is een motivering op te geven voor de beslissing waarbij ze de aanvraag van de sollicitant inwilligt, terwijl ze daartoe verplicht is krachtens de wet van 29 juli 1991.

Paragraaf 1, tweede lid, tweede zin, dient dan ook te vervallen.

.../...

Ontworpen artikel 27bis

1. Voor het bepalen van de geldigheidsduur van de resultaten van de proeven bedoeld in het ontworpen artikel 32, 3/ voor sollicitant-piloot, wordt in paragraaf 2, eerste lid, onderdeel 1/, verwezen naar de geldigheidsduur die bepaald wordt door het koninklijk besluit van 17 september 2005 betreffende de geschiktheid voor de luchtdienst.

Dat besluit bevat evenwel geen bepaling die daartoe strekt.

De voorliggende bepaling behoort bijgevolg te worden herzien.

2. De selectieproeven waarvan de resultaten krachtens paragraaf 2, eerste lid, 2/, geldig blijven tot aan het einde van het wervingsproces van de betrokken wervingssessie, zijn globaal genomen dezelfde als die in verband waarmee in kolom 6 van de tabel van de ontworpen bijlage A geen minimumduur wordt bepaald van de tijd die verstreken moet zijn vooraleer de sollicitant ze opnieuw kan afleggen tijdens een volgende wervingssessie.

Zoals de gemachtigde officier heeft uitgelegd, moet dat in verband worden gebracht met het feit dat de proeven in verband waarmee in kolom 6 van de tabel van bijlage A geen minimumduur wordt bepaald van de tijd die verstreken moet zijn vooraleer de sollicitant ze opnieuw kan afleggen, proeven zijn die slechts eens per wervingssessie georganiseerd worden.

Vastgesteld wordt evenwel :

- a) ten eerste dat de examens van taalkennis bedoeld in artikel 39 van het koninklijk besluit van 11 september 2003 niet vermeld worden in het ontworpen artikel 27bis, § 2, eerste lid, 2/, terwijl ze voorkomen onder de proeven in verband waarmee kolom 6 van de tabel van de ontworpen bijlage A geen minimumduur bepaalt van de tijd die verstreken moet zijn vooraleer de sollicitant ze opnieuw kan afleggen tijdens een volgende wervingssessie;

.../...

- b) en, ten tweede, dat kolom 6 van de tabel van de ontworpen bijlage A een minimumduur van acht maanden bepaalt die verstreken moet zijn vooraleer de sollicitant kandidaat-onderofficier opnieuw, tijdens een volgende wervingssessie, de proef van beroepskennis in het Engels, bedoeld in het ontworpen artikel 32, 6/, kan afleggen, hoewel van die proef melding wordt gemaakt in het ontworpen artikel 27bis, § 2, eerste lid, 2/.

Het ontwerpbesluit dient opnieuw onder de loep te worden genomen en in voorkomend geval op dit punt te worden herzien teneinde elke gebrek aan samenhang en elke aantasting van het grondwettelijk beginsel van de gelijkheid voor de wet te voorkomen.

Artikel 12

In het eerste lid, tweede zin, wordt een oplossing gehuldigd die reeds voortvloeit uit de eerste zin.

Die tweede zin dient dan ook als overbodig te vervallen.

Artikel 14

Uit onderdeel 2/ volgt dat het ontwerpbesluit in beginsel op 1 oktober 2010 in werking treedt.

In onderdeel 1/ wordt evenwel bepaald dat het ontwerpbesluit uitwerking heeft met ingang van 1 juli 2010 "voor de sollicitanten bedoeld in artikel 23, 3/, van de wet van 10 januari 2010 tot instelling van de vrijwillige militaire inzet en tot wijziging van verschillende wetten van toepassing op het militair personeel".

Zoals de gemachtigde officier bevestigd heeft, strekt onderdeel 1/ er in feite toe de datum te bepalen waarop het ontworpen besluit uitwerking zou moeten hebben voor de sollicitanten EVMI bedoeld in artikel 23, 4/, van de wet van 20 januari 2010.

De gemachtigde officier heeft voorts uitgelegd dat de datum van 1 juli 2010 te verklaren is door de omstandigheid dat het, toen het ontwerpbesluit opgesteld werd, de bedoeling was dat de Koning zou bepalen dat de bepalingen van de wet van

.../...

10 januari 2010 die betrekking hebben op de vrijwillige militaire inzet in werking zouden treden op een zodanige datum dat de campagne voor de werving van militairen EVMI vanaf 1 juli 2010 zou kunnen beginnen ⁽⁵⁾.

Dat doel kan niet meer worden gehaald, aangezien heden de datum van inwerkingtreding van de vermelde bepalingen nog niet bekend is en het hoe dan ook vaststaat dat die datum na 1 juli 2010 zal vallen ⁽⁶⁾.

De gemachtigde officier heeft beaamd dat het dan ook geen zin meer heeft om thans te voorzien in een bijzondere regel voor de inwerkingtreding van dit ontwerpbesluit voor de sollicitanten EVMI.

Onderdeel 1/ dient dan ook te vervallen.

Bijlage 1

Naast hetgeen gezegd is in opmerking nr. 2 betreffende het ontworpen artikel 27bis, geeft de ontworpen bijlage aanleiding tot de volgende opmerkingen betreffende de bepaling, in kolom 6 van de tabel, van de minimumduur van de tijd die verstreken moet zijn vooraleer de sollicitant opnieuw een selectieproef kan afleggen tijdens een volgende wervingssessie:

1. Er dient te worden bepaald vanaf wanneer de bedoelde tijd ingaat.

⁽⁵⁾ Krachtens artikel 57, eerste lid, van de wet van 10 januari 2010 tot instelling van de vrijwillige militaire inzet treden de bepalingen van die wet in werking op 31 december 2010. Het tweede lid van datzelfde artikel biedt de Koning evenwel de mogelijkheid om data van inwerkingtreding te bepalen die aan die datum voorafgaan.

⁽⁶⁾ De gemachtigde officier heeft bij de Raad van State een koninklijk besluit van 27 juni 2010 betreffende het administratief statuut van de militair die een vrijwillige militaire inzet vervult doen toekomen. In artikel 28 van dat besluit wordt bepaald dat de artikelen 4, 16 tot 19, 21 tot 49, 56 en 57 van de wet van 10 januari 2010 en het besluit zelf in werking treden op de dag van bekendmaking van dit besluit in het Belgisch Staatsblad. Die bekendmaking heeft tot op heden nog niet plaatsgevonden.

2. In de vermelding van het onderwerp van kolom 6, die aan de tabel voorafgaat, moet verwezen worden naar artikel 27bis, § 3, in plaats van naar artikel 28, § 3.

3. Naar aanleiding van de vraag waarom een minimumduur van acht maanden bepaald wordt die verstreken moet zijn vooraleer de sollicitant, tijdens een volgende wervingssessie, opnieuw een psychotechnische proef kan afleggen, heeft de gemachtigde officier de volgende uitleg verstrekt :

"Pour deux raisons :

- les résultats des épreuves psychotechniques fournissent un aperçu du caractère d'un individu. Ce profil caractériel peut évoluer dans le temps, mais pas dans de courts délais : le délai minimum avant de pouvoir déceler des changements significatifs a été estimé à huit mois;

- certaines de ces épreuves mesurent le potentiel intellectuel (Art. 29, 1/ du projet) : représenter ces épreuves à plusieurs reprises après de courts délais provoque un effet dit «d'apprentissage» : l'accoutumance au type de questions posées fait augmenter le score sans que cette augmentation corresponde à un accroissement du potentiel intellectuel. C'est en cela que l'effet d'apprentissage se distingue de l'effet provoqué par l'étude (pour les épreuves académiques) ou l'entraînement (pour les épreuves de condition physique)"

Die uitleg zou het best ook in het verslag aan de Koning worden opgenomen.

Slotopmerking

Verscheidene bepalingen van het koninklijk besluit van 11 september 2003 dienen te worden aangepast teneinde rekening te houden met het ontwerpbesluit.

Dat is bijvoorbeeld het geval met de artikelen 48 en 49.

Het ontwerpbesluit behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	L. DETROUX,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY